ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

17 | 2013

**1861-2011 : réflexions sur l'abolition du servage en
Russie**

L'émancipation des serfs de Russie dans la *Revue des deux mondes* et la correspondance diplomatique française

The abolition of serfdom in Russia in the Revue des deux mondes and in french diplomatic correspondence

ОБ ОТМЕНЕ КРЕПОСТНОГО ПРАВА В РОССИИ В ЖУРНАЛЕ *Revue des deux mondes*
И В СООБЩЕНИЯХ ФРАНЦУЗСКИХ ДИПЛОМАТОВ

Grégoire Eldin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/1789>

DOI : 10.4000/ilcea.1789

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-84310-243-1

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Grégoire Eldin, « L'émancipation des serfs de Russie dans la *Revue des deux mondes* et la correspondance diplomatique française », *ILCEA* [En ligne], 17 | 2013, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/1789> ; DOI : 10.4000/ilcea.1789

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© ILCEA

L'émancipation des serfs de Russie dans la *Revue des deux mondes* et la correspondance diplomatique française

The abolition of serfdom in Russia in the Revue des deux mondes and in french diplomatic correspondence

ОБ ОТМЕНЕ КРЕПОСТНОГО ПРАВА В РОССИИ В ЖУРНАЛЕ *Revue des deux mondes* И В СООБЩЕНИЯХ ФРАНЦУЗСКИХ ДИПЛОМАТОВ

Grégoire Eldin

- 1 L'annonce de la publication en Russie du manifeste impérial du 19 février/3 mars 1861¹ sur l'émancipation des serfs revêt, dans les grands quotidiens français², une discrétion *a priori* surprenante pour le lecteur du XXI^e siècle. Le *Moniteur universel*, bénéficiant de son caractère officiel, peut annoncer l'événement, survenu la veille à Saint-Petersbourg, dans son édition du lundi 18 mars, en quelques mots, qui sont aussi ceux de la première phrase de la dépêche télégraphique adressée le 17 mars au Quai d'Orsay par l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg : « Le manifeste de l'empereur de Russie relatif à l'émancipation des serfs a été lu aujourd'hui dimanche dans toutes les églises de Saint-Petersbourg. » Le journal n'en dit rien de plus. C'est le 19 mars que *Le Siècle*, *Le Constitutionnel*, *La Patrie* et *La Presse* annoncent à leur tour l'événement, sous la forme d'une courte dépêche de l'agence Havas, d'une quinzaine de lignes. En première page, mais totalement noyée au milieu des colonnes du journal, cette dépêche annonce la publication du manifeste d'émancipation des paysans et en résume les grands traits, en soulignant le maintien aux seigneurs du droit de propriété des terres. Les rédactions n'ajoutent aucun commentaire. Dans les différents titres, l'événement est à nouveau évoqué quelques jours plus tard, mais tout aussi discrètement³. Or, dans le même temps, l'ensemble de ces quotidiens est chaque jour inondé de dépêches informant des événements de Pologne, provenant aussi bien de Saint-Petersbourg que de Varsovie,

Breslau ou Berlin. Elles sont accompagnées de correspondances particulières s'élevant contre la domination russe, dont certaines dénigrent même le manifeste d'émancipation, en le mettant en balance avec le sort et les revendications des Polonais et en opposant le libéralisme de la nation polonaise à l'arriération de l'empire russe⁴.

- 2 Alors qu'un rapprochement diplomatique est esquissé au plus haut niveau⁵, l'émancipation va-t-elle finalement transformer l'image de la Russie dans l'opinion française, pétrie de récits et de caricatures hostiles dont le servage, entre autres, fournissait l'argument ? La condition des paysans fait-elle l'objet, chez les Français, d'une analyse de son cadre économique et social ou n'est-elle qu'un simple cliché justifiant l'exclusion de la Russie du cercle des nations européennes ? La presse et les milieux gouvernementaux en partagent-ils une vision identique ? La lecture parallèle de la correspondance des diplomates français présents à Saint-Petersbourg, mais aussi à Moscou, Odessa et Tiflis⁶, et des articles et chroniques de la *Revue des deux mondes*, organe d'information et d'opinion essentiel des « milieux autorisés » français, du début de l'année 1856, qui voit le rétablissement de la paix, au premier semestre 1863, terme de la période transitoire déterminée en mars 1861 pour la conclusion de contrats entre paysans et anciens propriétaires⁷, permet de mesurer l'importance accordée à la politique d'Alexandre II par les cercles les plus informés et d'en examiner, aux différentes phases de la réforme, les interprétations politiques, sociales, économiques ou « humanitaires ». Occasion de révéler leur vision de la société et du système politique de la Russie, ce parcours permettra, par ailleurs, de mettre en lumière certains aspects des relations entre presse et diplomatie dans la quête et la propagation de l'information.

La représentation diplomatique et consulaire française en Russie et sa correspondance

- 3 L'indigence des dépêches publiées par la presse quotidienne suffirait à elle seule à justifier la présence en Russie de représentants officiels du gouvernement français propres à informer celui-ci de la situation de l'empire russe. Au lendemain de la guerre de Crimée et du congrès de Paris de février-mars 1856, les relations diplomatiques sont rétablies. Un ambassadeur et des consuls sont envoyés en Russie durant l'été 1856. La France est représentée par un ambassadeur à Saint-Petersbourg. Lorsque celui-ci doit s'absenter, c'est le premier secrétaire de l'ambassade qui en assure la direction, avec le titre de chargé d'affaires. Des consulats de France sont rétablis à Saint-Petersbourg, Moscou, Odessa, Riga, Tiflis et Varsovie. Au bas de l'échelle se trouvent également de simples agences consulaires⁸, dont la correspondance est toutefois extrêmement limitée.
- 4 Outre les divergences que peuvent amener le caractère, la position et la sensibilité politique de chaque agent, leur situation géographique leur donne une vision différente des réformes en cours. Les divergences d'appréciation sont d'autant plus nettes que l'ambassade et les consulats ne disposent pas encore de moyens de communication leur permettant de confronter et de tempérer leurs points de vue par un échange d'informations facile et confidentiel⁹. Les agents soulignent par ailleurs combien l'étendue du territoire et l'absence de presse libre rendent difficile la vérification des nouvelles qui leur parviennent.
- 5 L'ambassade et le Quai s'expédient l'un à l'autre en moyenne une ou plusieurs dépêches tous les trois ou quatre jours. En un an, l'ambassade expédie alors environ une centaine

de dépêches à caractère politique. En cas d'urgence, l'ambassade expédie des dépêches plus brèves par la voie télégraphique — comme le fit l'ambassadeur, le dimanche 17 mars 1861, afin d'informer Paris de la publication du manifeste sur l'émancipation. À de rares exceptions près, ce moyen de communication n'est pas encore utilisé par les consuls.

- 6 Toutefois, la correspondance de l'ambassade est pour une part essentielle consacrée aux questions internationales, tandis que celle des consulats l'est aux affaires commerciales et aux affaires touchant des ressortissants français. La question de l'émancipation est considérée comme un sujet davantage politique que commercial. Pour cette raison, l'ambassade de France à Saint-Petersbourg s'en est réservé le traitement, aux dépens du consulat de France également établi à Pétersbourg, dont la correspondance ne l'évoque donc que très exceptionnellement¹⁰. Les autres consulats, en revanche, en informent le Quai d'Orsay.
- 7 Particulièrement dans les premières années, les diplomates abordent le sujet avec une certaine retenue, s'excusant, à plusieurs reprises, de la longueur de leurs exposés. Ils soulignent par ailleurs la variété et la complexité tant du statut des paysans avant la réforme que de la réforme elle-même, qu'ils renoncent à détailler entièrement. Les détails techniques présentent à leurs yeux un caractère secondaire.

Chronologie

- 8 De l'été 1856 à l'été 1863, la correspondance passe par diverses phases, qui sont fonction de l'intensité des travaux préparatoires à la réforme, des troubles nés de son application et de l'intérêt des différents agents. La correspondance est particulièrement nourrie durant les premiers pas de la réforme (octobre 1857-novembre 1858), puis durant les mois d'incertitude et de fermentation qui suivent la publication du manifeste d'émancipation (mars 1861-été 1862).
- 9 Le premier document rédigé par un agent français affecté en Russie après le rétablissement de la paix et des relations diplomatiques date du 10 juillet 1856. La France n'est pas encore représentée par un ambassadeur et c'est le chargé d'affaires Charles Baudin qui, informant Paris de son arrivée dans la capitale russe, rapporte un entretien avec le prince Gortchakoff, qui lui a signalé, au cours de leur traversée de Stettin à Saint-Petersbourg, l'intention de son gouvernement d'examiner les études qui se rattachent à la « transformation du servage ».
- 10 Après deux mentions de la question du servage en juillet et septembre 1856, celle-ci ne revient dans la correspondance de l'ambassade qu'au mois d'octobre 1857. Les diplomates français perçoivent alors une volonté du gouvernement impérial de donner une plus grande publicité aux travaux du comité secret institué en janvier 1857, ainsi qu'une fermentation et une attente générales, qui s'accompagnent de l'émergence d'une opinion publique et de différents partis¹¹.
- 11 D'octobre 1857 à novembre 1858, l'ambassade rédige seize dépêches ayant trait à la réforme — en moyenne, un peu plus d'une par mois —, où sont détaillées ses difficultés, les réactions de la paysannerie et des propriétaires, où l'on tente de percer les intentions de l'empereur et de son gouvernement. Dans la même période, on dénombre sept dépêches rédigées par le consulat de France à Moscou. Sans exclure des considérations sur l'ensemble de la réforme, celles-ci font une très large part aux séjours de l'empereur à Moscou et à l'opposition nobiliaire à la réforme, qui se manifeste à chacune de ces visites.

On note par ailleurs une dépêche du consulat de France à Saint-Petersbourg et une dépêche du consulat de France à Riga, sur un soulèvement de paysans estoniens.

- 12 Entre le 10 novembre 1858 et le 15 décembre 1859, à l'exception de deux dépêches émanant des consulats de France à Saint-Petersbourg et à Riga, aucune dépêche ne mentionne plus la réforme. Dans le même temps, d'ailleurs, presque aucune dépêche n'a trait aux affaires intérieures de l'empire russe. Diplomates et journalistes français ont les yeux tournés vers l'Italie. Tant et si bien que, le 15 décembre 1859¹², le Quai d'Orsay lui-même, averti de rumeurs, venues particulièrement d'Allemagne, selon lesquelles la question du servage aurait créé en Russie une situation « aujourd'hui extrêmement grave », sollicite des éclaircissements de son ambassadeur à Saint-Petersbourg, le duc de Montebello. Par une dépêche du 28 décembre 1859¹³, celui-ci rappelle que l'année écoulée a pour une grande part été consacrée à la laborieuse recherche de modalités appropriées à une indemnisation des propriétaires de serfs. La situation n'a pas à ses yeux un degré de gravité qui doive réellement alarmer, mais elle ne pourrait se prolonger longtemps sans danger.
- 13 En dehors de deux dépêches optimistes de l'ambassade relatives à la nomination du comte Panine à la tête des commissions de rédaction, en février et mars 1860, ni l'ambassade, ni les consulats n'évoquent plus le sujet avant le mois de décembre 1860, où le duc de Montebello croit pouvoir annoncer que l'émancipation « paraît être au moment de s'accomplir ». Cette rareté des correspondances s'explique en partie par le secret qui entoure les délibérations des autorités.
- 14 De mars à septembre 1861, la proclamation du manifeste, les premières réactions des serfs, de la noblesse, les soulèvements, l'agitation universitaire, donnent de nouveau lieu à des dépêches régulières du duc de Montebello (une douzaine en huit mois), ainsi qu'à quelques dépêches très isolées des consulats de France à Moscou, Odessa et Tiflis¹⁴.
- 15 C'est de décembre 1861 à octobre 1862 que la correspondance est la plus abondante. Jusqu'au mois d'août 1862, le chargé d'affaires Henri Fournier, qui remplace temporairement le duc de Montebello, consacre une très abondante correspondance¹⁵ à la situation intérieure de la Russie, qui apparaît sous sa plume comme un retour au temps des Troubles : revendications politiques de la noblesse, projets de représentation nationale incluant des non-nobles, incertitudes et agitation des campagnes, incendies de Saint-Petersbourg, luttes entre partis au sommet du pouvoir, impuissance ou impéritie du gouvernement.
- 16 Dans la même période, alors que Moscou n'écrit plus, c'est le consulat de France à Odessa qui, de janvier à octobre 1862, produit une correspondance nourrie et critique sur l'affranchissement et ses conséquences sociales, d'un pessimisme comparable à celui du chargé d'affaires¹⁶.
- 17 À la fin du mois d'août 1862, le duc de Montebello, de retour à Saint-Petersbourg, reprend la direction de l'ambassade et de sa correspondance. Jusqu'à la fin de l'année, il n'adressera que trois dépêches relatives aux suites de l'émancipation, où il témoigne d'un optimisme tranchant nettement avec le ton de son chargé d'affaires. Quelques dépêches éparses des consulats de France à Moscou et à Odessa attestent cependant d'un certain apaisement, nobles et paysans se résolvant désormais à attendre le mois de mars 1863 et la fin de la période transitoire.
- 18 Enfin, au début de l'année 1863, l'ambassadeur et les consuls à Moscou et Odessa dressent chacun leur propre bilan des deux premières années d'application de la réforme.

Les diplomates français et le principe de l'abolition

- 19 Les diplomates français reconnaissent la nécessité de la réforme, sans beaucoup insister sur les raisons de cette nécessité. L'argument moral est cité. L'argument économique (l'accroissement des forces vives par la libération des serfs) est évoqué, mais sans être prépondérant. Le sentiment dominant est qu'il s'agit pour la Russie d'être de son temps et si possible davantage « européenne ». Dans le langage des diplomates, cette nécessité est ressentie par « les hommes les plus éminents de l'Empire », un parti réformateur sage, modéré, progressiste, d'hommes éclairés, opposé à un parti aveugle du *statu quo*.
- 20 Ainsi *a priori* solidaires du projet de réforme, les diplomates français en reconnaissent la difficulté technique (principalement le partage des terres), mais se prononcent sur la méthode politique.
- 21 Dans les années 1857-1860, ils n'osent éventuellement critiquer que des erreurs de communication : l'imprudence avec laquelle la réforme a été annoncée avant que ses modalités n'aient pu être déterminées¹⁷. Plus tard, au printemps 1861, on commet, aux yeux du duc de Montebello, l'erreur de diffuser très largement le manifeste du 17 mars, dont la complexité brouille les idées des paysans, ce qui accroît les désordres. Pour la même raison, de 1857 à 1860, l'ambassade souligne l'impossibilité de faire marche arrière et la nécessité d'avancer dans la réforme afin de ne pas décevoir les attentes créées chez les paysans par son annonce prématurée. Il convient, indique le chargé d'affaires Charles Baudin dans sa dépêche du 5 novembre 1857¹⁸, de devancer les revendications politiques que peut entraîner l'émancipation sociale, d'en prendre l'initiative, si l'on veut couper court à des revendications pour l'instant inacceptables.
- 22 Émissaires d'un Second Empire autoritaire, les diplomates français non seulement dénoncent l'imprévoyance de certaines annonces, mais recommandent une certaine fermeté face aux oppositions de part et d'autre. Ainsi le consul de France à Moscou Georges Livio approuve-t-il, en février 1858 l'interdiction à Moscou de banquets et discours retentissants qui, bien que conçus dans un sens gouvernemental, entretenaient l'agitation¹⁹.

La réforme et ses protagonistes

- 23 En exposant l'attitude des acteurs de la réforme, les diplomates français livrent leur vision des différentes composantes de la société russe.
- 24 L'empereur, lui-même, est essentiellement sujet d'observation pour les diplomates présents à Saint-Petersbourg, ainsi que, dans une moindre mesure à Moscou. La vision dominante est celle d'un souverain aux intentions humaines et généreuses, dont on redoute le manque de détermination, d'énergie, la faiblesse, l'indécision et l'entourage. La dépêche de Charles Baudin, chargé d'affaires à Saint-Petersbourg, du 5 novembre 1857²⁰ est à ce sujet emblématique :

Le caractère de l'empereur Alexandre II n'est pas sans présenter quelques analogies avec celui du roi Louis XVI. Il a la même bonté, la même honnêteté, les mêmes intentions généreuses ; il a aussi la même absence d'énergie. On peut je crois, en continuant le rapprochement, dire sans se tromper que la Russie en est arrivée à son année 1787. Que Dieu la préserve d'un 93 !

- 25 Au sujet du tsar, il convient d'évoquer le cas particulier de Napoléon Lannes, duc de Montebello, ambassadeur à Saint-Pétersbourg de 1858 à 1864, avec certaines interruptions. Fils aîné du maréchal Lannes, ayant été ministre intérimaire des Affaires étrangères pendant quelques semaines de 1839, entretenant une correspondance particulière avec son ministre, le duc de Montebello se trouve dans une position protocolaire qui le rend proche de la cour de Saint-Pétersbourg. Régulièrement reçu en audience par Alexandre II, il ne lui ménage pas son admiration et lui consacre des pages d'un certain lyrisme. Ainsi au lendemain de la publication du manifeste :

[Le 17 mars 1861 est] sans doute le plus grand jour de son règne, car quelles que soient les difficultés d'application qu'il rencontrera dans son œuvre, la postérité le placera certainement au rang des souverains qui, faisant tout pour le bien, n'en regardent la gloire que comme une seconde récompense. L'empereur mérite de voir sa génération devancer le jugement de l'avenir, et la providence bénir son règne²¹.

- 26 À l'évidence, malgré quelques réserves, les observations de Montebello sur la réforme et sur la situation de la Russie sont beaucoup plus bienveillantes, optimistes et conformes au discours officiel des autorités russes, que celles, notamment, d'Henri Fournier, le chargé d'affaires qui le remplace de novembre 1861 à juillet 1862, ou de certains consuls.
- 27 Le trait de caractère dominant des paysans et du peuple russes est, sans surprise, la passivité. « Une nation ainsi adonnée à l'ivrognerie, dénuée du sens moral, sans notions religieuses solides²² », écrit le comte de Maricourt, consul de France à Moscou, qui explique toutefois l'ivrognerie par les vices du système fiscal, assis sur la ferme des eaux de vie. Selon les circonstances et les observateurs, cette apathie est diversement interprétée, comme paresse et esprit d'imprévoyance, dont on ne nie pas qu'ils soient le fruit de leur servitude, comme une obéissance passive, mais susceptible d'explosions redoutables. On note que certains instincts grossiers de ce peuple peuvent faire de lui la proie de démagogues. On souligne son attachement indéfectible à l'empereur, sa grande patience « qui est un des secrets de la force de la Russie » selon le duc de Montebello (12 décembre 1860²³), qui, au lendemain de la proclamation du manifeste d'émancipation, décrit ainsi l'« impassibilité surprenante » du peuple :

plus réfléchi qu'ému, plus disposé à l'examen qu'à l'enthousiasme, moins touché du mot de liberté que préoccupé du sens encore plus obscur qu'il renferme ; en un mot, j'avais sous les yeux un peuple différent de tous les autres, inaccessible aux vives et subites impressions dont les nations de l'Occident donnent le spectacle, peuple étrange et inexplicable pour qui ne connaît que la surface immobile des choses, mais dont le silence couvre des forces latentes dont le monde connaîtra un jour la singulière puissance²⁴.

- 28 À la date du 28 septembre 1861, le même Montebello estime que, se gardant des *tchinovniks*, le pouvoir impérial doit reposer avec confiance sur les trente millions de serfs qui viennent d'être affranchis²⁵.

La noblesse

- 29 Les diplomates français sont en revanche sévères à l'égard de la noblesse, du fait de ses réticences à la réforme. Les plus cléments pointent l'existence d'une jeune génération en général « plus éclairée ». Consul de France à Moscou de 1856 à 1859, Georges Livio est particulièrement dur :

Les nobles russes, dont une grande partie sont à demi ruinés déjà par leurs désordres et leurs prodigalités, sont en général trop égoïstes et trop attachés à leurs

intérêts personnels pour être capables d'un de ces grands élans de patriotisme, comme celui qu'on a vu à une époque mémorable de notre histoire, où toute une classe de privilégiés venait sacrifier volontairement ses avantages particuliers au bien général et à la prospérité future du pays²⁶.

- 30 S'étonnant de l'inconvenance des bouderies de la noblesse à l'occasion des séjours d'Alexandre II à Moscou, Livio note que c'est par bonté pour les nobles que l'empereur, qui pourrait réformer sans leur consentement, veut leur laisser le mérite, aux yeux des paysans, d'avoir consenti librement à l'émancipation²⁷.
- 31 Avec le temps et surtout la mise en œuvre de la réforme, les appréciations se diversifient. Le duc de Montebello comprend l'aspiration d'une partie de la noblesse à être elle aussi « émancipée », c'est-à-dire à bénéficier de compensations politiques pour les pertes que lui cause la réforme²⁸. Les consuls de France à Moscou et à Odessa rapportent les récits recueillis des violences infligées aux seigneurs par les paysans insoumis²⁹. En janvier 1863, à l'occasion d'un nouveau séjour de l'empereur à Moscou, le consul de France Edouard du Tour constate que la noblesse est désormais bel et bien frappée dans ses ressources et, sans approuver les « véritables enfantillages » par lesquels se traduit son mécontentement, en comprend les motifs³⁰.
- 32 Plus radical, Henri Fournier, chargé d'affaires à Saint-Petersbourg en l'absence du duc de Montebello, tire au début de 1862 les conclusions de la proposition, émise par la noblesse de certains gouvernements, d'admettre des non-nobles dans ses assemblées :
- cette disposition de la noblesse à faire bon marché de privilèges qui n'ont jamais été bien réels, et aujourd'hui tout imaginaires, est une preuve de son bon sens à se rendre compte de la situation. Jamais race n'a été moins aristocratique que la race slave ; la volonté du souverain avait fait un jour des seigneurs et des serfs ; du jour où cette même volonté a déclaré qu'il n'y avait plus de serfs, l'égalité a été partout³¹. La valeur de la noblesse russe a toujours été fort discutée en Russie même, surtout depuis le tem[p]s de Pierre le Grand. Aujourd'hui qu'elle a perdu, par le fait de l'émancipation, son seul privilège constitutif, celui de posséder des serfs, elle se trouve sur un pied de parfaite égalité avec toute la nation³².

Les fonctionnaires et l'administration

- 33 Vénaux et corrompus, les fonctionnaires et l'administration ne bénéficient quant à eux d'aucune clémence. Il importe d'empêcher que le serf, en échappant à la tutelle souvent paternaliste des propriétaires, ne tombe sous la coupe des *tchinovniks*. Plein de confiance, on l'a vu, à l'égard des paysans, le duc de Montebello attribue en revanche aux *tchinovniks* la responsabilité de l'agitation, de la multiplication des manifestes et publications révolutionnaires qui suivent l'émancipation :
- Cette caste, connue sous le nom de *tschinovniks*, enchaînée dans les liens d'une misère et d'une médiocrité irrémédiables, occupe tous les sentiers de la police et de l'administration, trahit tous ses devoirs, et malgré tant de maux dont elle accable la Russie, ne lui a pas encore fait connoître toute sa puissance satanique. [...] c'est parmi elle que l'esprit révolutionnaire recrute des adhérens impuissans par le caractère et l'esprit, mais tout-puissans par le nombre et l'organisation³³.
- 34 Pour le comte du Tour, consul à Moscou, la « masse sociale » a confusément conscience que « l'empereur est le seul fonctionnaire honnête et bien intentionné de l'empire³⁴ ».

Le clergé

- 35 Les troubles consécutifs aux réformes donnent l'occasion d'un certain nombre de commentaires sur le rôle du clergé. Portant un regard particulièrement sévère sur l'empire russe, le chargé d'affaires Henri Fournier estime justifiée la déplorable réputation du clergé orthodoxe. Le haut clergé serait ignorant, riche, cupide et avare, le bas clergé misérable et animé de haine pour le haut clergé. La foi ne serait ni profonde, ni réfléchie³⁵. Le même Fournier prévoit, au printemps 1862, que la foi, qui était jusqu'à présent un levier du pouvoir, s'attédira, l'émancipation donnant aux populations des « intérêts bien plus proches et bien plus terrestres », le sentiment religieux devenant moins fondamentalement « slavianophile³⁶ ».
- 36 Le cas des vieux-croyants voit s'opposer des points de vue divergents. Les plus graves incidents consécutifs à la proclamation du manifeste de mars 1861 ayant eu lieu à Kazan, où la population est principalement composée de *raskolniki*, c'est l'occasion, pour le duc de Montebello, de dénoncer leur fanatisme³⁷. À l'inverse, le consul de France à Moscou Georges Livio dénonce les mesures discriminatoires prises à l'encontre des *raskolniki* lors de l'émancipation des serfs des apanages (oukase du 20 juin 1858). À ses yeux, les sectaires vivent plus paisiblement que les orthodoxes et la majeure partie d'entre eux se distingue par une ferveur religieuse supérieure. Les prêtres des sectes dissidentes pourraient servir d'exemple au clergé orthodoxe pour l'inciter à sortir de l'avilissement qui lui vaut le mépris des populations³⁸.

Prospective

- 37 Alors que la rareté des sources d'information « ouvertes » et l'étendue du territoire rendent déjà difficile aux diplomates la simple narration des événements, sont-ils en mesure de prévoir le déroulement et les conséquences de la réforme ?
- 38 Dès les premiers mois de 1856, avant même la conclusion du traité de Paris le 30 mars, un mémoire d'Henry Soulange-Bodin, ancien consul de France à Moscou, souligne le caractère inéluctable de l'abolition du servage, moralement condamné en Russie, par les propriétaires eux-mêmes ; Alexandre II en étant conscient, la réforme ne devrait plus tarder. « Comment y arriver sans secousses violentes, sans révolution, ce n'est pas une œuvre facile³⁹. » Les différents agents soulignent ainsi, dès 1856, la difficulté de la réforme. Mais lorsqu'ils se laissent aller à des pronostics, qu'ils signalent le risque de troubles, ils insistent sur leur caractère hypothétique ou l'impossibilité de préciser le moment où interviendra telle ou telle évolution prévisible. C'est le cas du duc de Montebello au 6 août 1858 :
- les événements répondront bientôt à ces questions, mais la Russie serait en dehors des conditions de l'humanité si un aussi grand mouvement social pouvait s'opérer dans son sein sans les déchirements qui ont accompagné toutes les crises semblables chez les autres nations⁴⁰.
- 39 Un fait est régulièrement annoncé, dès 1857 : préoccupé par la préparation puis par les suites de l'émancipation des serfs, le gouvernement russe devra, pendant plusieurs années, restreindre son action extérieure. Mais les prévisions demeurent, pour l'essentiel, du domaine du pressentiment et des généralités historiques, comme dans cette autre prémonition du duc de Montebello, à la date du 28 septembre 1861 :

Un esprit nouveau semble souffler sur ce peuple, qui ne trouve dans les traditions de son passé aucun point fixe qui serve d'objectif à ses vues sur l'avenir. On sent qu'il est au moment de s'ébranler, mais il ne sait lui-même où il dirigera ses pas⁴¹.

Appréciations sur la réforme au printemps 1861

- 40 Par une dépêche en date du 12 avril 1861⁴², le duc de Montebello adresse à son ministre une traduction sommaire du règlement général d'émancipation, qu'il accompagne d'une analyse très optimiste et favorable. Les auteurs du statut sont à ses yeux parvenus au meilleur compromis possible entre les droits des propriétaires et ceux des paysans, l'organisation administrative et judiciaire future alliant respect du passé et prévoyance de l'avenir. L'un des mérites majeurs de la réforme est d'avoir veillé à maintenir l'indépendance communale traditionnelle, en évitant de lui substituer imprudemment la main tyrannique et avide de l'administration.
- 41 Les diplomates français ne sont cependant pas tous convaincus des vertus du système communal. Dans une dépêche datée d'avril 1859, le vicomte Charles de Vallat, consul de France à Saint-Pétersbourg, dénonce la double servitude que constitue selon lui la dépendance du paysan à l'égard du seigneur et de la communauté :
- On ne doit pas hésiter à le dire, et cette vérité a déjà été confessée par le plus éminent économiste de la Russie, ce qui entrave, bien plus que le servage, les progrès de l'agriculture russe, c'est le partage égal et temporaire des terres entre les paysans ; c'est l'organisation communale, disons le mot, que le gouvernement tient absolument à maintenir et qu'il maintiendra, pour le moment du moins⁴³.
- 42 Seule son abolition permettrait d'accroître la responsabilité des paysans affranchis. À défaut, l'émancipation aura plutôt pour effet de diminuer la production agricole que de l'augmenter.

La crise du printemps 1861 à l'été 1862

- 43 Si le duc de Montebello rend compte, à partir de mai 1861, des troubles consécutifs à l'émancipation, il ne reconnaît que quelques maladresses dans la façon dont la réforme a été annoncée et reste imperturbablement optimiste. Ces troubles sont, à l'inverse, l'occasion de dépêches alarmantes sous la plume d'Henri Fournier, qui le remplace comme chargé d'affaires à partir de novembre 1861, ainsi que de certains consuls, désormais enclins à critiquer beaucoup plus nettement la réforme. Au début du mois d'avril 1862, Fournier décrit ainsi la montée des périls :
- Il y a de plus en plus croissance dans le malaise, inertie dans l'attente, et attente générale : diminution universelle du sentiment de respect pour l'autorité, qui laisse le champ ouvert à tant d'incalculables soudainetés de l'opinion et de l'action publique⁴⁴.
- 44 Le comte de Maricourt, consul de France à Moscou, observe un mécontentement général, tant des paysans que des propriétaires, et dénonce l'imprudence de la réforme :
- [Substituer au seigneur] l'administration d'un employé mal payé et par suite peu sûr et peu honnête, livrer le tiers d'une nation qui, de sa nature et à cause du climat est fainéante et ivrogne, à ses instincts funestes, briser les freins qui la retenaient passive, [...] tout cela est grave. [...] Une nation ainsi adonnée à l'ivrognerie, dénuée du sens moral, sans notions religieuses solides, n'offre pas encore les dispositions désirables pour bien jouir de sa nouvelle liberté⁴⁵.

- 45 Pour le consul de France à Odessa, Chevalier de Saint-Robert, on a fait sonner bien trop tôt le mot de liberté aux oreilles des paysans⁴⁶. Mieux eût valu la leur donner graduellement, sans le leur dire⁴⁷. Comme souvent en Russie, on a eu le tort de commencer par la fin ; il eût fallu d'abord affranchir les paysans de l'ignorance, de la paresse et de l'ivrognerie⁴⁸. Dans sa dépêche du 30 janvier 1862, le consul ne met pas seulement en doute l'opportunité de la réforme, mais son essence même : « [Cet acte] est-il bien défini par le mot d'affranchissement et peut-on dire avec exactitude qu'il donne la liberté aux paysans ? — Il est permis d'en douter. » Non sans marquer ses distances, le consul en vient à citer Joseph de Maistre :

« Toute entreprise légale pour l'affranchissement des serfs, pour peu qu'elle soit trop générale et trop hâtée, tournera directement contre les vues bienfaisantes du souverain... C'est à quoi il faut bien réfléchir avant de rien entreprendre, car, dès que l'impulsion légale sera donnée, il se formera une certaine opinion, un certain esprit général qui entraînera tout ; ce sera une mode, puis une passion, puis une fureur. La loi commencera et la rébellion achèvera. » Faut-il accepter aujourd'hui comme sérieuses ces prévisions sinistres de Joseph de Maistre ? [...] il est difficile de ne pas craindre que celui qui connaissait si bien les Russes ne soit peut-être bien près de la vérité.

Critiques du système politique

- 46 Les doutes suscités par la réforme et par ses suites débouchent sur des critiques du système politique dans son ensemble. Toujours à la date du 30 janvier 1862, Chevalier de Saint-Robert le compare à celui des « républiques sud-américaines », l'abus de l'élément militaire produisant à ses yeux dans les deux cas un « effroyable désordre », marqué par la vénalité, la concussion, l'absence complète de routes, l'abandon des ports, l'oubli de tout intérêt public, l'abus de décrets et de réglementation, « partout l'image des choses à la place des choses, des mots pour des faits », « le despotisme partout et l'autorité nulle part ».
- 47 Le tableau est sensiblement le même à Saint-Pétersbourg sous la plume du chargé d'affaires Henri Fournier :
- Quand ici, un instant, on a cru vouloir, on se persuade aisément que l'on a fait, et l'on s'applaudit d'une décision en la laissant stérile. L'esprit de gouvernement ne va pas au-delà⁴⁹.

Censure et propagande

- 48 Tant Henri Fournier que les consuls à Moscou et à Odessa dénoncent la censure et la propagande officielle. Dès le mois de février 1858, le consul de France à Moscou Georges Livio s'efforce de montrer que la réforme est bien loin d'avoir l'assentiment général que donnent à entendre certains organes du gouvernement russe à l'étranger⁵⁰. En mai 1861, son successeur, le comte de Maricourt, annonce que la réforme n'a pas seulement mécontenté la noblesse, mais aussi les paysans, « n'en déplaît aux journaux de Saint-Pétersbourg qui, dans leurs récits émouvants, s'évertuent à faire croire le contraire ». Émeutes et massacres sont tus par la presse et dissimulés au souverain. « Toutes ces scènes ne sont pas révélées à l'empereur ; il est même interdit au télégraphe d'accepter les dépêches privées qui les mentionnent », écrit ainsi Maricourt⁵¹. Les circulaires anonymes appelant la noblesse à la résistance sont étouffées discrètement⁵². « En cachant

le mal, on croit, en Russie, l'annuler, et on prend le silence pour un remède efficace, dont on ne cite cependant pas les guérisons⁵³ », écrit Fournier, le 8 avril 1862.

- 49 Ces dénonciations vont à rebours des observations du duc de Montebello. Après la proclamation du manifeste, assistant à la réception au palais d'une délégation de serfs venus présenter à l'empereur l'offrande du pain et du sel, l'ambassadeur souligne l'absence de mise en scène ou d'affectation⁵⁴. Il note par ailleurs que les journaux étrangers paraissent exagérer la nature des événements de Pologne⁵⁵. C'est également le point de vue du consul de France à Riga Albéric Allou, qui, en mars 1862, à propos de la situation de l'empire, dans son ensemble, juge bien sombres les correspondances publiées par la presse étrangère, qui prend trop au sérieux, selon lui, les démonstrations bruyantes des assemblées de la noblesse et ne semble pas voir que la liberté de parole et d'examen qui se manifeste lors de ces assemblées est sinon désirée, du moins tolérée par l'empereur

⁵⁶.

La Russie en Révolution française ?

- 50 Dès 1857, nos diplomates relèvent et s'interrogent sur les analogies entre cette Russie et la France de 1789, entre Alexandre II et Louis XVI, entre le grand-duc Constantin et Philippe Égalité⁵⁷. Les députés ou les assemblées de la noblesse vont-ils se transformer en assemblées permanentes ? C'est une perspective qui sourit au chargé d'affaires Henri Fournier⁵⁸. Le même Fournier, dont les jugements sont aussi durs à l'égard des hommes que du système, dénonce toutefois, en mars 1862, l'égarement d'agitateurs prêts à se laisser entraîner par cette vaine analogie :

C'est une parodie sans aucune ressemblance dans la situation de la fameuse nuit du 4 août 1789. C'est la tendance des hommes inexpérimentés en Russie, plus entêtés des réminiscences historiques des autres pays que connaissant et appréciant le leur, de vouloir emprunter au reste de l'Europe, et à la France surtout, des exemples inimitables et impraticables chez eux. Par amour d'une dangereuse imitation, ils entraîneraient volontiers leur patrie dans des égarements qui feraient des ruines, mais qui ne mèneraient à rien fonder, surtout à rien organiser. Des états généraux conduiraient là infailliblement dans un empire où l'inexpérience et l'inaptitude gouvernementale est générale, et où les rêves de quelques imaginations surexcitées sont gigantesques⁵⁹.

- 51 Pour diverses raisons, les observateurs français parviennent à la conclusion unanime qu'en dépit de la gravité des désordres, la Russie n'est pas à la veille d'une révolution prochaine et générale. Les nobles russes n'ont pas le patriotisme de la noblesse française de 1789, note Georges Livio, consul à Moscou, en février 1858⁶⁰. Albéric Allou, consul à Riga, constate que le peuple est attaché à l'empereur, que la bourgeoisie est encore trop faible et que la noblesse ne peut se passer du pouvoir fort de l'empereur face aux désordres nés de l'émancipation⁶¹. Très souvent mis en avant, l'étendue du territoire et le manque de communications font obstacle à une union des mécontents⁶². Selon Fournier, à l'été 1862, le peuple russe, « apathique et fataliste », n'a même pas assez d'espérance d'une vie meilleure pour qu'une insurrection universelle ait une probabilité de se produire⁶³. Chevalier de Saint-Robert juge de même, en janvier 1863, que les trente années de despotisme de Nicolas I^{er} ont affaibli, avili les caractères, distendu les ressorts. « Liberté, honneur, patrie même sont autant de mots qui demeurent ici sans signification, comme sans écho. » Les dangers sont davantage « dans le travail des esprits à Pétersbourg et à Moscou⁶⁴ ».

Le bilan (septembre 1862-printemps 1863)

- 52 Dès son retour à Saint-Pétersbourg, en août 1862, le duc de Montebello redonne une couleur optimiste aux dépêches de l'ambassade. Après une audience chez l'empereur, les désordres des derniers mois sont relativisés et prennent la simple allure d'un moment de malaise et d'inquiétude prévisibles et inévitables. Le succès de la réforme est regardé comme assuré et va entraîner une élévation morale et intellectuelle de la nation russe, que l'ambassadeur dépeint non sans naïveté le 9 septembre 1862 :

On pourrait dire que la grande mesure de l'émancipation est venue tirer la Russie d'une longue somnolence. Les paysans étaient livrés à l'indolence et à la routine, presque abrutis. Les propriétaires passaient leur vie à ne rien faire, jouant aux cartes dès le matin, allant à la chasse, fumant et buvant. L'émancipation est venue réveiller tous ces endormis⁶⁵.

- 53 Le même optimisme prévaut quand le 10 mars 1863 Montebello dresse le bilan de deux années de réforme : les administrations communales instituées par le règlement du 19 février 1861 « fonctionnent d'une manière très satisfaisante ». « Jamais entreprise aussi hardie n'avait été tentée sur une aussi grande échelle, et le succès a dépassé toutes les espérances. » Les résistances locales ont été bien plus rares qu'on n'aurait osé l'espérer et ont été facilement vaincues. Le zèle des sociétés secrètes, disposées à exploiter les difficultés, a échoué face au bon sens du peuple et au bon esprit des propriétaires. L'émancipation était un point de départ de la grande transformation de l'empire, devant laquelle Alexandre II n'a pas reculé. Ces réformes « promettent à son immense empire des résultats qui, bien mieux que toutes les conquêtes, augmenteront sa puissance et sa prospérité⁶⁶ ».
- 54 Le bilan dressé en janvier 1863 par le consul de France à Odessa, dont les dépêches sont appréciées au Quai d'Orsay⁶⁷, reste sévère : des proclamations prématurées et un affranchissement insuffisamment préparé, témoignant de « la plus condamnable témérité », ont semé le désordre, compromis les moissons ; le gouvernement a été chanceux, l'agitation se calmant finalement, de manière imprévue⁶⁸.
- 55 En l'absence du consul, c'est le chancelier du consulat de France à Moscou, Jules Levino, qui, à la date du 4 mars 1863, dresse un bilan des rapports entre paysans et anciens serfs au terme de deux ans de réforme. En conclusion d'un long exposé fondé sur les documents officiels, le chancelier exprime ses doutes quant à la possibilité de rendre au travail agricole les anciens domestiques serfs si nombreux dans la capitale historique⁶⁹.

Le Quai d'Orsay et l'émancipation

- 56 Si les archives du ministère français des Affaires étrangères recèlent, on le voit, une assez riche correspondance provenant de Russie sur le sujet de l'émancipation, le sujet ne fait en revanche l'objet que de très rares écrits de la part de l'administration centrale du ministère. Le Quai d'Orsay prend tout au plus connaissance des informations reçues, demande dans quelques rares cas des précisions, félicite son consul à Odessa de la qualité de ses analyses, transmet certaines informations au ministère du Commerce et à l'occasion au *Moniteur universel*. Si les diplomates français suivent avec intérêt et en général avec sympathie la réforme entreprise, on ne trouve aucune trace, dans les archives, du moindre message ou communication adressé aux autorités russes sur le sujet de l'émancipation. S'il est possible que l'ambassadeur de France ait oralement félicité le

tsar, la publication du manifeste du 19 février 1861 ne semble avoir fait l'objet d'aucune lettre officielle de félicitation⁷⁰. Ainsi, tandis que les affaires internationales font régulièrement l'objet de notes et de *memoranda*, la simple idée d'émettre à l'attention du gouvernement russe une quelconque appréciation ou suggestion ni d'exercer, dans cette affaire, la moindre influence ou ingérence ne semble à aucun moment envisagée. Le sujet de l'émancipation est tout au plus évoqué dans la note publiée par le gouvernement français dans *Le Moniteur*, le 23 avril 1861, afin de se distancer des attaques de la presse française contre la politique de répression menée par la Russie en Pologne :

Les idées généreuses dont l'empereur Alexandre n'a cessé de se montrer animé depuis son avènement au trône et qu'atteste si hautement la grande mesure de l'émancipation des paysans, sont un gage certain de son désir de réaliser aussi les améliorations que comporte l'état de la Pologne [...]⁷¹.

- 57 Il est probable que la lettre adressée simultanément par Napoléon III à Alexandre II⁷² ait également fait allusion à la « grande mesure ».

La Revue des deux mondes

- 58 Loin de partager cette prudence diplomatique et au contraire persuadés du rôle dévolu à une presse libre dans la conduite des affaires du monde, les auteurs de la *Revue des deux mondes* devaient donner de la question de l'émancipation une lecture à laquelle les autorités de Saint-Petersbourg ne pourraient rester indifférentes.
- 59 Dans les pages de la *Revue*, bimensuelle, le sujet du servage apparaît principalement de trois façons :
- à l'occasion d'articles ou de publications littéraires, historiques, géographiques, agronomiques ou économiques ;
 - au sein de la « chronique de la quinzaine », revue et commentaire approfondis des événements politiques et économiques français et internationaux de la quinzaine écoulée⁷³ ;
 - au sein d'articles spécifiquement consacrés à l'abolition du servage et à la politique de réformes d'Alexandre II.

Chronologie

- 60 La chronologie des publications est assez conforme à celle de la correspondance diplomatique : le sujet est très souvent abordé de 1856 à 1858 ; il n'apparaît qu'incidemment en 1859 et 1860, étant notamment éclipsé par la guerre d'Italie ; il reprend de l'importance en 1861 et au premier semestre 1862.
- 61 Dans les pages de la revue, la condamnation morale du servage intervient principalement à l'occasion d'articles ou de publications littéraires ou historiques. Dès le mois de juillet 1854, Prosper Mérimée, par un article intitulé « La littérature et le servage en Russie », avait présenté les *Mémoires d'un chasseur* de Tourguéniev. En 1856 et 1857, outre les passages de la « chronique de la quinzaine », six articles donnent l'occasion soit de témoigner du sort des serfs, soit d'évoquer avec sympathie, souvent en conclusion, les projets d'émancipation et leur nécessité :
- 62 1. Dans la livraison du 1^{er} mars 1856, l'article de Charles de Saint-Julien « Littérature russe : Moumounia⁷⁴ », qui présente la nouvelle de Tourguéniev *Moumou* et en donne la première traduction en français. Cette traduction très imparfaite et partielle, dont se

plaindra Tourguéniev, permet au lecteur de découvrir la dure vie, mais aussi l'humanité, du serf muet Guérassime, transplanté contre son gré de la campagne à la demeure moscovite de sa maîtresse.

- 63 2. À la date du 15 mars 1856, l'article de Xavier Raymond « La guerre et la conférence⁷⁵ », qui évoque la volonté de réformes d'Alexandre II et souligne que « l'affranchissement des paysans devra sortir de ce mouvement salubre, car, pour ne parler qu'au point de vue économique, le servage est un mode d'exploitation barbare auquel il faudra renoncer, si l'on veut réellement entrer dans ce nouvel ordre d'idées ».
- 64 3. Au 15 août 1856, l'article « La littérature et la vie militaire russe : 1812. – Le Caucase. – la Crimée⁷⁶ », dû à H. Delaveau, dont la traduction française des *Mémoires d'un chasseur* paraîtra en 1858. En conclusion de son article, Delaveau note l'intérêt porté notamment par Tolstoï, dans ses récits de la guerre de Crimée, à l'humanité des simples soldats. En mettant en évidence les qualités morales d'une population opprimée, les écrivains vont contribuer à vaincre les résistances du parti contraire aux réformes, qui devra travailler, avec le gouvernement, à « préparer l'affranchissement des classes inférieures ».
- 65 4. Au 15 octobre 1856, l'article historique de Saint-René Taillandier, « Le comte Spéranski⁷⁷ » se conclut sur un appel à relever l'héritage réformateur du secrétaire d'État d'Alexandre I^{er} en procédant à l'émancipation.
- 66 5. Au 1^{er} mai 1857, l'article du saint-simonien Émile Barrault, « La Russie et ses chemins de fer⁷⁸ » présente le développement de l'industrie comme le nouveau moteur des transformations sociales autrefois réalisées par les guerres et les révolutions. L'émancipation des serfs en résultera très probablement. « Ainsi la modification du sort des serfs et de la classe intermédiaire sera le complément de cette conquête intérieure, dont les voies ferrées seront l'instrument décisif. »
- 67 6. Au 15 juin 1857, un nouvel article de Delaveau, « Les seigneurs d'Aksakova : chronique d'une famille russe sous Catherine II⁷⁹ » est à nouveau l'occasion de souligner l'évolution de la société russe et de l'attitude de la noblesse à l'égard de ses serfs, l'aspiration générale à des réformes, à commencer par l'affranchissement des paysans, dont on souligne le caractère pacifique, les goûts belliqueux que l'on a reprochés au gouvernement russe étant essentiellement le fait des classes supérieures de la société.
- 68 Le ton optimiste et bienveillant qui caractérise le traitement par la revue de la question du servage en 1856 et 1857 se trouble à partir de l'été 1858, avec la publication des trois longs articles spécifiquement consacrés au sujet par Louis Wolowski, dans les livraisons des 15 juillet, 1^{er} août et 15 septembre 1858⁸⁰. Désormais, la revue ne se contente plus d'espérer et de saluer la prochaine réforme : du haut de ses certitudes économiques, elle entend faire connaître son point de vue critique sur les modalités et les imperfections de la réforme⁸¹.
- 69 La proclamation de mars 1861 n'est guère saluée. En revanche, à partir de cette même date, la revue ne cesse d'appeler davantage de réformes, l'un de ses leitmotivs étant de réclamer la concession à la noblesse russe de compensations politiques et l'institution d'un système représentatif. Les mérites que l'on reconnaissait à Alexandre II jusqu'en 1858 sont désormais éclipsés sous les critiques formulées en particulier dans deux articles de Charles de Mazade (par ailleurs rédacteur de la « chronique de la quinzaine » de 1852 à mai 1858 et de 1868 à 1893) : « La Russie sous l'empereur Alexandre II⁸² » (15 janvier 1862) et « La Russie sous l'empereur Alexandre II. II : La crise de l'autocratie et la société russe⁸³ » (15 juin 1862).

- 70 La dégradation de la situation en Pologne, dont la revue est un soutien fidèle, éclipse la question du servage et met un terme à la bienveillance relative qui avait pu se manifester de 1856 à 1858.

Des sources notamment diplomatiques

- 71 En dehors de leur caractère « public », en quoi les analyses de la *Revue des deux mondes* se différencient-elles de celles des diplomates et consuls français en Russie ?

- 72 Il convient d'abord de noter que le Quai d'Orsay est lui-même l'une des sources d'information des auteurs de la revue. Une lecture attentive des passages de la « chronique de la quinzaine » consacrés à la question du servage par le journaliste Eugène Forcade, responsable de la chronique à partir de mai 1858, permet de déceler les emprunts faits par celui-ci à plusieurs dépêches rédigées par l'ambassade de France à Saint-Petersbourg. On sait que le journaliste disposait d'une multitude d'informateurs dans les milieux d'affaires, les clubs, les ambassades, mais aussi les ministères⁸⁴. Sans citer ses sources, il ne s'est pas toujours donné la peine de déguiser ses emprunts, comme peut en attester l'extrait suivant d'une dépêche du duc de Montebello du 6 août 1858 :

Les événements répondront bientôt à ces questions, mais la Russie serait en dehors des conditions de l'humanité si un aussi grand mouvement social pouvait s'opérer dans son sein sans les déchirements qui ont accompagné toutes les crises semblables chez les autres nations.

Qui devient sous la plume d'Eugène Forcade, dans la « chronique de la quinzaine » du 14 août 1858 :

La Russie serait en dehors des conditions de l'humanité, si cette grande révolution sociale pouvait s'opérer dans son sein sans aucun des déchirements qui ont accompagné chez tous les autres peuples des crises semblables⁸⁵.

- 73 Autre cas, les interrogations émises le 28 septembre 1861 par le duc de Montebello :

Un esprit nouveau semble souffler sur ce peuple, qui ne trouve dans les traditions de son passé aucun point fixe qui serve d'objectif à ses vues sur l'avenir. On sent qu'il est au moment de s'ébranler, mais il ne sait lui-même où il dirigera ses pas.

que Forcade abrège dans sa chronique du 14 octobre 1861 : « Il y a là tout un peuple qui est sous le souffle d'un esprit nouveau, qui est prêt à s'ébranler et à marcher dans des voies inconnues⁸⁶. »

La Revue et la société russe

- 74 La vision de la revue sur la société russe n'est pas fondamentalement différente de celle dont font part les diplomates.
- 75 Ce sont notamment les articles littéraires et géographiques qui soulignent les qualités morales, la douceur et le caractère pacifique du peuple, qui ne doit qu'au servage sa passivité, son inertie et son ivrognerie⁸⁷. Les fonctionnaires sont honnis et le clergé mérite sa médiocre réputation. À l'égard de la noblesse, les rédacteurs placent leur espérance dans la nouvelle génération, ouverte aux idées libérales.
- 76 Quant à l'empereur, le seul auteur enclin à des déclarations d'admiration enthousiaste – voire affectueuse – comparables à celles du duc de Montebello est Eugène Forcade, précisément celui qui puise ses informations au Quai d'Orsay, qui écrit notamment :

Il poursuit l'émancipation des serfs avec une application et une énergie qu'on ne saurait trop applaudir. Il n'est pas seulement l'initiateur de cette grande réforme, il en est l'apôtre ému et émouvant⁸⁸.

Les encouragements de l'Europe libérale ne doivent pas manquer à l'empereur Alexandre dans l'œuvre admirable à laquelle il se voue avec un entrain chevaleresque⁸⁹.

- 77 D'autres auteurs moins bienveillants tels Louis Wolowski et Charles de Mazade ne se privent pas de contester les motivations philanthropiques attribuées à Alexandre II.

Libéralisme

- 78 Le maître mot de la revue est le libéralisme. Sous la plume d'Eugène Forcade dans la « chronique de la quinzaine » du 14 août 1858, il s'agit d'une combinaison de forces et de réformes intellectuelles, politiques, économiques et sociales : « le vent des réformes, ce souffle du progrès libéral, qui tend partout à élever l'idéal humain⁹⁰ ». Mais dans bien d'autres cas, une place d'honneur revient au libéralisme économique. Non seulement l'examen des données économiques milite pour l'abolition du servage, mais au-delà, les facteurs et les mécanismes économiques eux-mêmes semblent conduire infailliblement, plus que les sentiments généreux d'un souverain et la résolution des gouvernants, à l'émancipation.
- 79 C'est aussi sur ce terrain que la revue se montre la plus rude à l'égard de la Russie impériale, principalement à l'occasion de deux séries d'articles qu'il convient particulièrement d'évoquer.
- 80 Ils sont les plus significatifs et de loin les plus volumineux, sans être les seuls de leur espèce⁹¹.

Louis Wolowski et « La question du servage en Russie »

- 81 Juriste, économiste, à l'origine de la fondation en 1852-1853 du Crédit foncier de France, membre de l'Institut, mais aussi ancien membre de la représentation à Paris du gouvernement provisoire polonais de 1830 et figure majeure de l'émigration polonaise, Louis Wolowski publie en trois livraisons (sur au total 112 pages), du 15 juillet au 15 septembre 1858, le texte d'une communication faite, en plusieurs séances, devant l'Académie des sciences morales et politiques et publiée presque à l'identique par celle-ci⁹².
- 82 Au long de son analyse très détaillée du système existant, des réformes accomplies dans certaines provinces et des réformes projetées, Wolowski martèle que la liberté (notamment de commerce et de circulation) et la propriété individuelle librement transmissible, notamment aux héritiers, sont les conditions indispensables du progrès économique, lui-même condition de tout progrès social et moral : « Il ne faut point arrêter par des douanes factices le transport de la plus précieuse des marchandises, le travail de l'homme. »
- 83 Affranchi de toute tendresse pour l'organisation traditionnelle de la paysannerie russe, Wolowski — qui s'autorise le tour de force de conclure son dernier article par le nom de « Pologne » — définit le servage comme « un état assis sur la servitude politique et civile, régi au sommet par le pouvoir absolu, soutenu à la base par des pratiques communistes ». S'appuyant en particulier sur les études de Haxthausen, il dénonce les projets de réforme

tendant à conférer un rôle majeur à la commune, chargée d'assurer le partage périodique du sol, dont les paysans n'auraient qu'un droit de possession temporaire :

Une pratique séculaire vient confirmer dans l'empire russe les leçons fournies par l'éclatant avortement des improvisations communistes du Nouveau-Monde. Le communisme n'est qu'une des formes de la servitude. [...] Le *communisme*, ce rêve impuissant d'esprits attardés qui prennent les lueurs vacillantes du passé pour la colonne lumineuse de l'avenir, donne en Russie la main au pouvoir absolu pour étouffer ce qui développe l'énergie individuelle, ce qui élève l'esprit en fortifiant l'âme⁹³.

- 84 On a vu que la critique du « communisme », défini par Wolowski comme « une force de mort, d'improductivité, d'oisiveté, de stérilité », n'était pas totalement absente de la correspondance de certains des diplomates français en Russie : cette position fut défendue, en 1859, par le consul de France à Saint-Petersbourg Charles de Vallat. Elle constitue, néanmoins, un trait spécifique de la revue.

Charles de Mazade et « La Russie sous l'empereur Alexandre II »

- 85 L'autre série d'articles spécifiquement consacrés aux réformes d'Alexandre II par la *Revue* est celle publiée en janvier et juin 1862 par Charles de Mazade⁹⁴. En 1857, encore relativement bienveillant, le journaliste, dans la « chronique de la quinzaine » du 31 décembre, évoquait l'affranchissement des serfs de Lituanie et, considérant qu'il ne s'agissait point encore d'un acte d'une portée bien décisive, concédait toutefois : « Il y a néanmoins dans cet acte de l'empereur Alexandre la marque d'une politique intelligente et relativement libérale. » Dans l'article du 15 janvier 1862, le souverain ne bénéficie plus de la même indulgence : il n'est pas à proprement parler un prince libéral et, cause profonde des difficultés que connaît alors la Russie, « l'émancipation même des paysans ne procédait nullement d'une politique libérale ».
- 86 Alors que les chroniques de 1857 et 1858 étaient prêtes à créditer le gouvernement russe de la difficulté de la réforme, l'article du 15 janvier 1862 met en doute la sincérité philanthropique des autorités russes : n'aurait-on pas avant tout cherché à gagner des sympathies à l'étranger au lendemain de la guerre ? Surtout, l'article dépeint une situation pré-révolutionnaire, sur laquelle les autorités n'auraient plus de prise, que l'on rapproche de la France de 1789, exprimant ainsi, mais au grand jour, des sentiments peu éloignés de ceux du chargé d'affaires Henri Fournier. Enfin, dénonçant des tentations de réaction absolutiste, Mazade conclut en appelant la poursuite des réformes.
- 87 Il provoque ainsi une protestation des autorités russes, sous la forme d'une « Lettre à la *Revue des deux mondes* » datée du 17/29 janvier, signée par le diplomate russe Alexandre de Jomini, fils du général Jomini. La revue ayant refusé de publier ce texte, il est publié dans *Le Constitutionnel* puis sous forme de brochure⁹⁵. En des termes mesurés, l'auteur expose les données historiques et géographiques qui expliquent les difficultés présentes et justifient l'existence d'un pouvoir fort, décidé à réformer d'en haut, avec prudence, en se prémunissant, notamment par la censure, contre des convulsions semblables à celles connues par la France. Quant à l'émancipation des serfs, « M. de Mazade exprime le doute qu'elle ait été dictée par une pensée réellement libérale. Il n'a pas tort en ce sens qu'elle a principalement sa source dans une pensée chrétienne. »
- 88 Le journaliste répond à son tour dans le numéro du 15 mars de la *Revue*⁹⁶, affirmant que la lettre de Jomini confirme implicitement ce qu'elle prétendait réfuter. Il publie par

ailleurs, dans le numéro du 1^{er} avril, un article intitulé « Histoire d'une année d'agitation en Pologne ». C'est dans le numéro du 15 juin 1862 que paraît la suite de l'article de janvier : « La Russie sous l'empereur Alexandre II. II : La crise de l'autocratie et la société russe ». C'est à nouveau le tableau d'un navire en perdition, dans une tonalité proche de celle des dépêches d'Henri Fournier : luttes au sommet du pouvoir, graves difficultés d'application du décret d'émancipation, émergence des assemblées de la noblesse. La conclusion est un nouveau rejet de la solution autocratique, de la réforme « par le haut » et un nouvel appel à la mise en place d'institutions représentatives.

- 89 Suivant les règles du métier, journalistes et diplomates français ont porté sur l'abolition du servage un regard critique, en s'efforçant de la juger sur les faits plutôt que sur les seules intentions et proclamations. De part et d'autre, les observateurs ont bien mesuré qu'au-delà du décret d'émancipation plusieurs décennies seraient nécessaires à l'accomplissement d'une réforme d'une telle ampleur. Deux ans après la proclamation du manifeste du 19 février 1861, l'attitude de la *Revue des deux mondes* est beaucoup moins conciliante envers les autorités de Saint-Petersbourg qu'elle ne l'était avant la « grande mesure ». À sa lecture, la Russie apparaît inchangée, comme prisonnière de la tare fondamentale que constitue son système politique. Ce jugement sévère s'explique en grande partie par l'attention que la revue accorde à la question polonaise, dont elle souligne ainsi l'importance essentielle dans la perception de l'empire russe par l'opinion française. Les diplomates français présents en Russie fournissent de ce fait à leur gouvernement un contrepoint indispensable. Des divergences marquées se manifestent entre la correspondance du duc de Montebello, encline à relayer une vision officielle et pétersbourgeoise des événements, très favorable au tsar réformateur, et les dépêches des chargés d'affaires et consuls, dont les constats ne sont pas loin de ceux d'un Charles de Mazade. Mais c'est aussi par leur façon d'aborder la question que la *Revue des deux mondes* et la correspondance diplomatique se différencient. Sans être ignorées, les modalités économiques et sociales de la réforme ne sont pas au premier plan des préoccupations de l'ambassade et des consulats français, avant tout soucieux de ses dimensions politiques. En ce siècle des révolutions, les diplomates français, non sans une certaine solidarité avec les milieux dirigeants les plus éclairés de l'empire russe, laissent s'exprimer des inquiétudes qui sont aussi celles du Second Empire, à la recherche du bon gouvernement, propre à assurer, par la conduite de réformes habilement menées, le progrès sans la révolution. Quant aux serfs, pourtant le principal objet de la réforme, force est de constater qu'ils n'apparaissent, aussi bien dans la correspondance diplomatique que chez les économistes de la *Revue des deux mondes*, qu'au dernier rang des préoccupations et des protagonistes, comme une masse encore très impersonnelle. Il revenait au génie d'Ivan Tourguéniev de donner à ce peuple un visage et c'est l'un des mérites des rédacteurs de la *Revue des deux mondes* que d'avoir perçu, avec l'écrivain, quelle pouvait être, au sein d'une même publication, la contribution de pages consacrées à l'histoire et à la littérature à la promotion des idées politiques et à la formation de l'opinion.

NOTES

1. C'est-à-dire du 3 mars 1861 selon le calendrier grégorien. À l'exception de la date du « manifeste du 19 février 1861 », entré dans l'histoire selon le calendrier julien, les dates citées ici le sont selon le calendrier grégorien, systématiquement suivi notamment par les diplomates français en Russie.
2. Par le tirage, indiqué ici en juillet 1858, les cinq grands quotidiens politiques français, sur lesquels se fonde cette observation, sont alors *Le Siècle* (36 886 exemplaires), *Le Constitutionnel* (26 530 exemplaires), *La Patrie* (24 500 exemplaires), *La Presse* (21 000 exemplaires) et *Le Moniteur universel* (16 402 exemplaires). Parmi les journaux et revues politiques, la *Revue des deux mondes* vient immédiatement après avec un tirage à 9 500 exemplaires. Le tirage du *Siècle* atteint 52 300 exemplaires en août 1861. (*Histoire générale de la presse française*, t. II, *De 1815 à 1871*, Presses universitaires de France, 1969, p. 258.)
3. Ainsi *Le Siècle*, après avoir publié sur ce sujet de brèves dépêches le 20 et le 22 mars, n'y revient-il pas avant le 29 mars.
4. Le journal *La Presse* est sans doute celui de ces quotidiens qui fait la plus grande place aux affaires de Pologne.
5. La place donnée par les quotidiens français aux événements de Pologne et l'hostilité qu'ils manifestent alors à l'égard de la Russie ne manquent pas d'inquiéter Napoléon III. Craignant de se laisser impliquer dans les affaires de Pologne et soupçonnant que certaines puissances cherchent par ce biais à saper le rapprochement franco-russe, le gouvernement français fera publier à ce sujet une note dans *Le Moniteur* du 23 avril 1861, Napoléon III adressant par ailleurs à Alexandre II une lettre visant à l'assurer qu'il n'entend pas renoncer aux rapports de confiance établis avec le tsar. Voir notamment à ce sujet : François-Charles Roux, *Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III*, Paris, Plon-Nourrit, 1913, p. 320-332.
6. Tous les documents d'archives cités sont ceux de l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères, conservés aujourd'hui au centre des archives diplomatiques de La Courneuve.
7. On suit, en cela, le découpage adopté par M. Piotr Tcherkassov dans son article « L'abolition du servage en Russie vue par les diplomates français en poste à Saint-Pétersbourg, 1856-1863 (d'après les archives du ministère des Affaires étrangères français) », paru en russe dans *Cahiers du monde russe*, 48/1 (janvier-mars 2007), qui rend compte précisément, sur l'ensemble de cette période, des dépêches consacrées à la réforme du servage par les diplomates français présents à Saint-Pétersbourg.
8. En 1863, des agences consulaires existent à Arkhangelsk, Cronstadt, Narva, Reval, Berdiansk, Cherson, Taganrog, Arensburg et Libau.
9. Dans une dépêche du 10 juillet 1862, le consul de France à Odessa Chevalier de Saint-Robert se décrit ainsi privé de correspondance avec l'ambassade, ne pouvant confier des informations sensibles à la poste russe et ne disposant pas d'occasions particulières pour les faire passer en toute sécurité (*Correspondance consulaire et commerciale* (abrégé plus loin CCC), *Odessa*, vol. 8, fol. 415-421).
10. C'est ce qu'indique, dans une dépêche du 6 septembre 1858, le consul de France à Saint-Pétersbourg Charles de Vallat : « J'aurais garde, M. le Comte, de vouloir profiter de cette occasion pour entretenir Votre Excellence de l'émancipation des serfs en général et pour traiter incidemment une question qui a un caractère plus politique que commercial et que l'ambassade s'est réservée. » (CCC Saint-Pétersbourg 32, fol. 373-374.)

11. Ils observent les « symptômes de l'éveil d'une sorte d'opinion publique en Russie », « un mouvement d'opinion vers un régime meilleur, mouvement très marqué, et dont l'aliment principal est depuis une année surtout l'abolition du servage » (dépêche de Baudin, Saint-Pétersbourg, 5 novembre 1857, *Correspondance politique* [noté plus loin CP], *Russie*, vol. 215, fol. 147-163).
12. CP Russie 219, fol. 372.
13. CP Russie 219, fol. 389-394.
14. Une pour chacun de ces postes.
15. Fournier consacre alors au moins une quinzaine de dépêches aux suites directes de la réforme et à la situation intérieure de la Russie.
16. Du 30 janvier au 22 octobre 1862, le consul de France, Chevalier de Saint-Robert, consacre onze dépêches à ce sujet. C'est à partir du 26 août que, malgré la poursuite des manifestations d'insoumission de paysans, il croit pouvoir noter une relative stabilisation des tensions entre paysans et anciens propriétaires.
17. Ainsi le chargé d'affaires Charles Baudin dans une dépêche du 5 novembre 1857 (CP Russie 215, fol. 147-163).
18. CP Russie 215, fol. 147-163.
19. *Correspondance politique des consuls* (noté plus loin CPC), *Russie*, vol. 5, fol. 72-74.
20. CP Russie 215, fol. 147-163.
21. 18 mars 1861, CP Russie 223, fol. 161-162v.
22. 26 mai 1861, CPC Russie 5, fol. 241-261v.
23. CP Russie 222, fol. 291-292v.
24. 18 mars 1861, CP Russie 223, fol. 161-162v.
25. CP Russie 225, fol. 87-90v.
26. 7 février 1858, CPC Russie 5, fol. 59-71v et CCC Moscou 2, fol. 140-141v.
27. 24 mars 1858, CPC Russie 5, fol. 79-85v.
28. 14 mars 1861, CP Russie 223, fol. 145-148.
29. Notamment, Moscou, 26 mai 1861 (CPC Russie 5, fol. 241-261v), Odessa, 10 mai 1862 (CCC Odessa 8, fol. 382-385v.)
30. 2 janvier 1863, CPC Russie 6, fol. 19-24.
31. 29 janvier 1862, CP Russie 226, fol. 77-82.
32. 24 février 1862, CP Russie 226, fol. 143-153v.
33. 28 septembre 1861, CP Russie 225, fol. 87-90v.
34. 2 janvier 1863, CPC Russie 6, fol. 19-24.
35. 10 juillet 1862, CP Russie 228, fol. 79-86.
36. 8 avril 1862, CP Russie 226, fol. 324-335v.
37. 10 et 25 mai 1861, CP Russie 224, fol. 34-36 et 79-82v.
38. 11 août 1858, CPC Russie 5, fol. 119-122.
39. « Quelques mots sur le servage en Russie », 1856. *Mémoires et documents, Russie*, vol. 44, fol. 303. Mémoire daté par son auteur de 1856, dont le contenu évoque aussi bien « la guerre actuelle » que la paix prochaine. Soulange-Bodin avait été consul à Moscou de 1850 à mai 1854.
40. CP Russie 217, fol. 80-82v.
41. CP Russie 225, fol. 87-90v.
42. 12 avril 1861, CP Russie 223, fol. 231-246.
43. Le consul ne précise pas le nom de l'économiste cité. CCC Saint-Pétersbourg 33, fol. 213-230v.
44. 8 avril 1862, CP Russie 226, fol. 324-335v.
45. Dépêche de Louis François Dumesnil, comte de Maricourt, 26 mai 1861, CPC Russie 5, fol. 241-261v.
46. 19 septembre 1861, CCC Odessa 8, fol. 290.
47. 22 juin 1862, CCC Odessa 8, fol. 408-411v.

48. 30 janvier 1862, CCC Odessa 8, fol. 312-328v et CPC Russie 7, fol. 36-52v.
49. 24 juin 1862, CP Russie 227, fol. 239-245v.
50. 7 février 1858, CCC Moscou 2, fol. 140-151v.
51. 26 mai 1861, CPC Russie 5, fol. 241-261v. On peut également citer les dépêches du consulat de France à Odessa des 10 mai et 10 juillet 1862 (CCC Odessa 8, fol. 382-385v et 415-421).
52. Moscou, 15 octobre 1862, CPC Russie 6, fol. 7-12.
53. CP Russie 226, fol. 324-335v.
54. 26 mars 1861, CP Russie 223, fol. 182-183v.
55. « Les journaux étrangers paraissent, si j'en crois ce que j'entends dire autour de moi, avoir beaucoup exagéré la nature des derniers événements qui ont eu lieu à Varsovie. » (Saint-Pétersbourg, 27 avril 1861, CP Russie 223, fol. 286-286v.)
56. 23 mars 1862, CCC Riga 4, fol. 133-138v.
57. Notamment, CP Russie 215, fol. 147-163, CP Russie 226, fol. 324-335v.
58. Notamment, dépêches des 29 janvier et 24 février 1862, CP Russie 226, fol. 77-82 et 143-153v.
59. À propos des revendications politiques d'arbitres de paix du gouvernement de Tver. 12 mars 1862, CP Russie 226, fol. 217-221v.
60. CCC Moscou 2, fol. 140-151v.
61. 23 mars 1862, CCC Riga 4, fol. 133-138v.
62. Notamment, dépêche de Fournier, 21 mai 1862, CP Russie 227, fol. 98-109v.
63. 10 juillet 1862, CP Russie 228, fol. 79-86.
64. Odessa, 4 janvier 1863, CPC Russie 7, fol. 55-72v.
65. CP Russie 228, fol. 246-249v.
66. CP Russie 230, fol. 178-182v.
67. À en juger par diverses réponses et annotations en marge de dépêches. (Notamment, CPC Russie 7, fol. 55-72v.)
68. 4 janvier 1863, CPC Russie 7, fol. 55-72v.
69. CCC Moscou 2, fol. 399-402.
70. Il ne s'en trouve en tout cas aucune trace dans les archives du ministère français des Affaires étrangères, ce qui ne permet pas de garantir de manière absolue que des communications sur ce sujet n'aient pu se faire par l'intermédiaire de correspondants ou d'agents propres à Napoléon III.
71. Cité dans François-Charles Roux, *Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III*, Paris, Plon-Nourrit, 1913, p. 320.
72. Le texte de cette lettre, adressée au duc de Montebello le 1^{er} mai 1861, n'est pas conservé dans les archives du ministère français des Affaires étrangères, où ne se trouve que la lettre d'envoi (CP Russie 224, fol. 10-10v).
73. Le sujet est abordé dans les « chroniques » datées des 31 janvier 1856, 31 décembre 1857, 28 février, 14 août, 14 et 31 octobre, 30 novembre 1858, 31 mai, 14 juin 1860, 31 mars, 30 avril, 14 juillet, 14 et 31 octobre 1861, 30 avril 1862, 14 et 28 février 1863.
74. *Revue des deux mondes*, 2^e période (citée plus loin « *Revue...* »), t. 2, p. 203-221.
75. *Ibid.*, p. 348-387.
76. *Revue...*, t. 4, p. 775-810.
77. *Revue...*, t. 5, p. 802-835.
78. *Revue...*, t. 9, p. 176-210.
79. *Revue...*, t. 9, p. 875-907.
80. « La question du servage en Russie. I : Nécessité de l'émancipation et condition actuelle des serfs », 15 juillet 1858, *Revue...*, t. 16, p. 317-349 ; « La question du servage en Russie. II : Les paysans de la couronne. Le communisme russe », 1^{er} août 1858, *Revue...*, t. 16, p. 595-631 ; « La question du servage en Russie. III : Les réformes accomplies et les réformes projetées », 15 septembre 1858, *Revue...*, t. 17, p. 393-446.
81. C'est par exemple le cas dans les « chroniques de la quinzaine » des 31 mai et 14 juin 1860.

82. *Revue...*, t. 37, p. 256-295.
83. *Revue...*, t. 39, p. 769-803.
84. D'après le témoignage de Blaze de Bury, beau-frère et collaborateur de François Buloz, rédacteur en chef, cité dans Gabriel de Broglie, *Histoire politique de la Revue des deux mondes de 1829 à 1979*, Paris, Perrin, 1979, p. 96.
85. CP Russie 217, fol. 80-82v et *Revue...*, t. 16, p. 962.
86. CP Russie 225, fol. 87-90v et *Revue...*, t. 35, p. 1012.
87. Le bienveillant récit de voyage en Ukraine de l'agronome J. Sanrey « Les terres noires de Russie » en est un exemple. *Revue...*, t. 25, p. 832-867 (15 février 1860).
88. « Chronique de la quinzaine », 14 octobre 1858, *Revue...*, t. 17, p. 958.
89. « Chronique de la quinzaine », 31 octobre 1858, *Revue...*, t. 18, p. 222.
90. *Revue...*, t. 16, p. 961.
91. Se rattache à cette catégorie l'article de l'agronome et député Léonce de Lavergne, ancien agent du ministère des Affaires étrangères « De l'abolition du servage en Russie » (rubrique « Essais et notices », *Revue...*, t. 21, p. 245-253 [1^{er} mai 1859]).
92. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1858, 4^e trimestre, 3^e série, t. XXVI, p. 189-221 et 343-365 ; 1859, 1^{er} trimestre, 3^e série, t. XXVII, p. 403-437 ; 1859, 2^e trimestre, 3^e série, t. XXVIII, p. 219-245 et 383-414 ; 1859, 3^e trimestre, 3^e série, t. XXIX, p. 185-244.
93. *Revue...*, t. 16, p. 326 et 327 (15 juillet 1858).
94. *Revue...*, t. 37, p. 256-295 et t. 39, p. 769-803.
95. *La Russie sous Alexandre II : lettre à la Revue des deux mondes*, Paris, Dentu, 1862, 31 p.
96. *Revue...*, t. 38, p. 504-506.

RÉSUMÉS

Le Manifeste sur l'abolition du servage en Russie, en mars 1861, fut modestement évoqué dans la presse française. Aussitôt après la conclusion de la paix, les diplomates français retournèrent en Russie, dès l'été 1856, ce qui leur offrit la possibilité de suivre la laborieuse préparation de l'émancipation des serfs et ses premières conséquences. Les dépêches envoyées de l'ambassade à Saint-Petersbourg et des consulats à Moscou, Odessa, Riga et Tiflis, de 1856 à la mi-1863, décrivent le système politique russe et les participants à la réforme : le tsar, le peuple, les nobles, les fonctionnaires, les prêtres. Alors qu'au début, ils approuvaient l'abolition du servage, devant l'accumulation des incertitudes et des troubles en 1861 et 1862, ils commencèrent à la juger parfois sévèrement. Les souffrances des serfs russes et la nécessité de l'abolition du servage devinrent le thème habituel des articles littéraires, historiques, géographiques, mais aussi des chroniques politiques de ce temps, dans la *Revue des deux mondes*. À partir de l'été 1858, le bi-mensuel publia une série d'articles économiques favorables à une réforme ouvertement libérale. Loin d'approuver le régime autocratique, confrontée aux troubles de 1861-1862 et préoccupée en particulier par le sort de la Pologne, la revue se manifesta en exigeant de véritables réformes économiques et politiques et en adoptant définitivement une attitude hostile envers le pouvoir en Russie.

The proclamation of the abolition of serfdom in Russia in March 1861 was rather modestly reported in French daily press. After the return to peace, French diplomats had been back in

Russia from the summer of 1856, which allowed them to inform their authorities of the laborious preparation of emancipation as well as of its first consequences. The dispatches sent both by the embassy in St Petersburg and by the consulates in Moscow, Odessa, Riga and Tiflis from 1856 to the first half of 1863 of course conveyed their vision of the Russian political system and of the actors of the reform: tsar, people, nobles, civil servants, clergymen. While they at first approved the principle of abolishing serfdom, French diplomats, observing the growing uncertainties and troubles of 1861 and 1862, were for certain driven to severe conclusions. The hardships of Russian serfs and the necessity of abolishing serfdom were the frequent matter of literary, historic and geographic articles as well as of political chronicles published at the same time by the *Revue des deux mondes*. From the summer of 1858, the fortnightly review gave a series of economic articles that emphasized the necessity of a neat liberal reform. Far from any solidarity towards the autocratic regime confronted with the troubles of 1861–1862, and essentially worried about the fate of Poland, the *Revue* reacted by demanding thorough economic and political reforms, embracing a definitely hostile position towards Russian authorities.

МАНИФЕСТ ОБ ОТМЕНЕ КРЕПОСТНОГО ПРАВА В РОССИИ В МАРТЕ 1861 Г. ДОВОЛЬНО СЛАБО ОТОЗВАЛСЯ ВО ФРАНЦУЗСКИХ ГАЗЕТАХ. ПОСЛЕ ЗАКЛЮЧЕНИЯ МИРА, ФРАНЦУЗСКИЕ ДИПЛОМАТЫ ВЕРНУЛИСЬ В РОССИЮ, НАЧИНАЯ С ЛЕТА 1856, ЧТО ИМ ОТКРЫЛО ВОЗМОЖНОСТЬ СЛЕДИТЬ ЗА ТРУДНОЙ ПОДГОТОВКОЙ ОСВОБОЖДЕНИЯ КРЕСТЬЯН И ЗА ЕГО РАННИМИ ПОСЛЕДСТВИЯМИ. ДЕПЕШИ ПОСЛАННЫЕ, И ИЗ ПОСОЛЬСТВА В ПЕТЕРБУРГЕ, И ИЗ КОНСУЛЬСТВ В МОСКВЕ, ОДЕССЕ, РИГЕ И ТИФЛИСЕ С 1856 ДО ПЕРВОЙ ПОЛОВИНЫ 1863, ОПИСЫВАЮТ РОССИЙСКУЮ ПОЛИТИЧЕСКУЮ СИСТЕМУ И ДЕЙСТВУЮЩИХ ЛИЦ ПРИ РЕФОРМЕ: ЦАРЯ, НАРОД, ДВОРЯН, ЧИНОМНИКОВ, СВЯЩЕННИКОВ. ТОГДА, КАК СНАЧАЛА ОНИ ОДОБРЯЛИ ОТМЕНУ КРЕПОСТНОГО ПРАВА, ФРАНЦУЗСКИЕ ДИПЛОМАТЫ, ПРИ РОСТЕ НЕЯСНОСТЕЙ И ВОЛНЕНИЙ В 1861 И 1862, СТАЛИ ИНОГДА СТРОГО СУДИТЬ. ТЯЖКИЕ ИСПЫТАНИЯ РУССКИХ КРЕПОСТНЫХ И НЕОБХОДИМОСТЬ ОТМЕНЫ КРЕПОСТНОГО ПРАВА СТАЛИ ОБЫЧНОЙ ТЕМОЙ ЛИТЕРАТУРНЫХ, ИСТОРИЧЕСКИХ, ГЕОГРАФИЧЕСКИХ СТАТЬЕЙ, И ТОЖЕ ПОЛИТИЧЕСКИХ ХРОНИК, ТЕХ ЖЕ ВРЕМЕН, В *Revue des deux mondes*. НАЧИНАЯ С ЛЕТА 1858, ДВУХНЕДЕЛЬНЫЙ ЖУРНАЛ ПУБЛИКОВАЛ СЕРИЮ ЭКОНОМИЧЕСКИХ СТАТЬЕЙ, ПОДДЕРЖИВАЮЩИХ ОТКРЫТУЮ ЛИБЕРАЛЬНУЮ РЕФОРМУ. ДАЛЕКО ОТ ЕДИНОМЫСЛИЯ С АВТОКРАТИЧЕСКИМ РЕЖИМОМ, В КОНФРОНТАЦИИ С ВОЛНЕНИЯМИ 1861-1862 ГГ., И ОСОБЕННО ОЗАБОЧЕННЫЙ СУДЬБОЙ ПОЛЬШИ, ЖУРНАЛ ОТЗЫВАЛСЯ ТРЕБОВАНИЕМ ИСТИННЫХ ЭКОНОМИЧЕСКИХ И ПОЛИТИЧЕСКИХ РЕФОРМ, ЗАНИМАЯ ОКОНЧАТЕЛЬНО ВРАЖДЕБНУЮ ПОЗИЦИЮ ПО ОТНОШЕНИЮ К РОССИЙСКИМ ВЛАСТЯМ.

INDEX

motsclés россия, крепостное право, франция, печать, дипломатия

Mots-clés : Russie, servage, France, presse, diplomatie

Keywords : Russia, serfdom, France, press, diplomacy

AUTEUR

GRÉGOIRE ELDIN

Conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères